EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE LA BALME DE SILLINGY

SÉANCE DU 30 SEPTEMBRE 2025 à 18h30

L'an deux mille vingt-cinq, le trente septembre, le conseil d'administration du CCAS de LA BALME DE SILLINGY, dûment convoqué le vingt-trois Septembre 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la vice-présidence de Madame Laetitia PERROQUIN

Délibération n° 2025-23

Retrait de la délibération 2025-10 du 24 juin 2025

Nombre de conseillers :

En exercice: 11 Présents: 7 Votants: 10

Présents: Mme ESCOLANO Floriane, Mme MUGNIER Séverine, Mme PERROQUIN Laetitia, Mme

GHASNAVI Leyla, , Mme GRINGOZ Claude, M. RENNER Morgan, Mme BOIVIN Elisabeth

Pouvoirs: M. BIELOKOPYTOFF Thomas donne pouvoir à Mme PERROQUIN Laetitia. Mme BERNERD Monique donne pouvoir à Mme ESCOLANO Floriane, Mme PORCEILLON Nolwen donne pouvoir à Mme MUGNIER Séverine

Absents: Mme LAGHA Rabia,

Secrétaire de séance : Mme Floriane ESCOLANO

Le CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUR le rapport de la Vice-Présidente,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles, article R123-23 2°

CONSIDERANT le courrier de la préfecture de la Haute Savoir du 1er aout 2025 concernant le contrôle de

CONSIDERANT la délibération 2025-10 du 24 juin 2025, entachée d'illégalité

10

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

	POUR(S)	CONTRE(S)	ABSTENTION(S)
	10	0	0

Nombre de votants

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Publié le

ID: 074-267401222-20250930-2025_23-DE

PROCEDE au RETRAIT de la délibération 2025-10 du 24 juin 2025

Délibéré en séance, à LA BALME DE SILLINGY, les jour, mois et an susdits.

La secrétaire de séance Floriane ESCOLANO



La Vice-Présidente Laetitia PERROQUIN

Délibération certifiée exécutoire le 43 16 125 De sa réception en Préfecture : 13/16 175 De sa publication : 13/16 125

2025 compte tenu:

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.